

Bilan scientifique du colloque « junior » du CIERA
« *Transition(s) énergétique(s) en Allemagne et en France, à la lumière des
questionnements en sciences humaines et sociales* »
6 mai 2010, Paris CEVIPOF

I. Rappel des objectifs initiaux

L'organisation d'un colloque « junior » sur l'énergie en France et en Allemagne a été motivée par plusieurs raisons : tout d'abord, l'intérêt porté par des doctorants et chercheurs sur les questions énergétiques en Allemagne (autonomie énergétique, énergie et paysages, politiques de développement des énergies renouvelables, éco-quartiers, etc.), bien souvent dans une perspective comparatiste avec la France. Ensuite, il s'agissait de questionner la pertinence de l'idée de « transition énergétique » dans deux pays aux contextes politico-énergétiques différenciés. Le pari de ce colloque « junior » était de réunir la jeune recherche en énergie et de questionner de manière exploratoire l'idée de « transition énergétique ».

La question générale consistait à comprendre si les changements à l'œuvre témoignent d'une transition énergétique, et si cette dernière diffère selon les deux pays. Ainsi, l'hypothèse générale de la rencontre est que la ou les transitions énergétiques sont révélatrices de transformations à la fois politiques, sociétales et comportementales et qu'elles s'opèrent différemment selon les contextes politiques et territoriaux et que l'on doit alors parler de transitions énergétiques. Notre journée s'est focalisée sur la France et l'Allemagne, deux pays industrialisés aux positionnements politiques différents (notamment en rapport au nucléaire), dont les choix peuvent avoir des influences conséquentes sur la politique énergétique européenne, et où se pose la question de la transition énergétique à différents niveaux.

La rencontre se basait autour de trois objectifs scientifiques principaux et interdépendants. Il s'agissait tout d'abord de tenter de délimiter l'idée de transition énergétique : peut-on véritablement en donner une définition homogène et en quoi les deux pays nous enseignent sur la question? Puis d'aborder cette question à travers différentes échelles afin de voir comment les différents niveaux de décision et d'action interfèrent (identifier des décalages ou des empiètements) et comprendre comment se partage la compétence énergie. Et enfin, de mettre en évidence des contextes spécifiques qui servent de cadre à une transition énergétique : voir qui impulse, thématise et influence ces transitions.

II. Résultats atteints par rapport aux objectifs initiaux

La rencontre s'est caractérisée par la diversité des communications et des discussions mettant en exergue les différentes manières d'appréhender la question énergétique, qui sont autant d'angles venant alimenter la réflexion sur l'identification d'une ou de possibles transitions : autonomie énergétique, l'expertise climatique, le développement urbain durable, les politiques d'introduction des énergies renouvelables, les innovations dans les infrastructures urbaines. La diversité des thèmes abordés a permis de soulever de nombreuses questions et de souligner l'existence de tensions qui constituent autant de pistes de recherche possibles sur le thème de la « transition

énergétique ».

Questionner la transition énergétique à travers différentes échelles de considération géographiques, politiques et décisionnelles de l'énergie a constitué le fil directeur de cette journée : toutes les communications abordaient les échelles nationale (A. Evrard, S. Aykut), régionale (E. Cheung, C. Chanard et E. Jund) et urbaine / locale (L. Dobigny, J. Gamberini, P. Laborgne et P. Gabillet). L'échelle régionale en particulier montre bien à la fois les décalages qu'il existe entre les régions et la manière dont la question énergétique est entendue (représentations) et institutionnalisée (la politique régionale de l'énergie peut-elle se comprendre comme une stratégie régionale ou un projet de territoire?) (E. Cheung, C. Chanard et E. Jund). Cette prise en considération à travers différents niveaux met en évidence l'existence de conflits entre échelles décisionnelles, des injonctions nationales en faveur d'une transition et leurs applications plus ou moins réussies aux échelles sub-nationales. Cette rencontre a ainsi permis de souligner une première ligne de tension sur la répartition des compétences entre les niveaux décisionnels et qu'il s'agit bien plutôt de se concentrer sur l'idée d'une cohérence inter-échelle et sur la manière dont les doublons et les chevauchements politiques peuvent être évités. Nous ne pouvons affirmer si l'addition d'actions à différents niveaux et de plusieurs échelles de compétence en énergie attestent d'une transition énergétique ou plus largement si elle permet d'atteindre un résultat global satisfaisant eu égard aux objectifs globaux de développement durable (F. Bertrand). Une autre tension s'affiche entre la centralisation énergétique, puisque la nécessité de maintenir le réseau se pose toujours (considéré comme la base du lien social), et la décentralisation énergétique ou l'idée de territoires autonomes -induisant la création de nouveaux liens sociaux-, alors même que le discours sur la transition tendrait vers davantage de sobriété et de proximité (L. Dobigny ; F. Bertrand).

Notre approche croisée a également permis de soulever de nombreuses questions quant à la pertinence de l'idée de *transition énergétique*, objectif premier de cette rencontre. La communication introductive situant la transition énergétique dans la perspective de l'histoire des techniques (A. Gras), révèle une autre ligne de tension, cette fois entre l'idée de « transition » et celle de « trajectoire ». Ainsi, malgré les changements en faveur des énergies propres et des économies d'énergie, nous resterions malgré tout dans la même trajectoire, commencée depuis l'avènement de la machine thermique, qui aurait fait de l'élément feu le type d'énergie prédominant. La véritable transition devrait ainsi se penser sur un triple niveau : assurer un rôle critique par rapport au gigantisme actuel, adopter une attitude plus humble par rapport à la nature et éviter la fuite en avant vers les technologies énergétiques. L'introduction de ressources propres dans le système énergétique attesterait davantage d'une « hybridation » entre le secteur électrique traditionnel et les énergies renouvelables, plutôt que d'une véritable transition : Peut-on parler de transition si l'introduction des énergies renouvelables ne change pas fondamentalement la trajectoire prise (A. Evrard) ?

Une autre tension se révèle dans le lien établi entre protection du climat et énergie. Certes, le combat pour la protection du climat n'est pas institutionnalisé de la même manière dans nos deux pays d'étude et la façon d'organiser celle-ci influence par la suite le rapport et la construction des futurs énergétiques nationaux (S. Aykut). Mais malgré le fait que protection du climat et transition énergétique soient intimement liées dans les représentations contemporaines, la première vient quelque peu brouiller les finalités de la seconde : parle-t-on alors de transition technologique ou d'une transition vers un autre modèle de société? La lutte contre le CO2 ne représente pas un

objectif assez pertinent pour constituer un nouveau modèle de société ou pour attester d'un renouveau démocratique. En Allemagne, par exemple, les changements politico-institutionnels et économiques post-réunification ont impulsé une baisse significative du CO₂, ce qui pose la question de la pertinence et de la finalité de la lutte contre les émissions de CO₂ (M. Deshaies), question d'autant plus valable dans un contexte de situations contrastées de croissance et de rétrécissement urbains (J. Gamberini). La notion même de *transition* est à la fois déterminée et déterminante, puisqu'elle contient celle d'un but à atteindre qui serait défini et ferait consensus (développement de l'idée d'une société post-pétrole ou post-carbone comme visage de cette « transition énergétique »), et dès lors la mise en place de moyens pour y parvenir, sans véritablement rechercher le sens véritable et les finalités de cette « transition ». Ceci se traduit notamment dans le concept de « transition management » développée aux Pays-Bas, qui offre une vision orientée d'une transition (A. Nadai). Dans ce cadre et pour éviter toute erreur d'orientation de l'histoire, il convient de manipuler le terme avec prudence, car les transitions ne seraient identifiables que rétrospectivement (L. Dobigny).

Les communications qui ont abordé de front la question de la « transition » révèlent certains désaccords quant à la définition même du terme, d'autant plus si l'on s'attache au contexte allemand et à l'idée de *Energiewende* qui s'est diffusée dès 1980, comme l'expression de la nécessité d'un tournant, d'une alternative face à une architecture centralisée, des monopoles régionaux et des ressources controversées (nucléaire, charbon, pétrole). Certaines communications ont préféré l'idée du tournant, qui peut être décliné dans différents contextes temporels et politiques. Ainsi, le véritable « tournant énergétique » en Allemagne aurait eu lieu dès 1998 par l'arrivée du gouvernement de coalition rouge-verte et aurait politiquement marqué l'essor des énergies renouvelables et de la « fin » du nucléaire civil et (A. Evrard).

Enfin, la « transition » doit aussi s'analyser sous différents aspects politiques et techniques : l'identification de porteurs et de vecteurs de la transition, comme par exemple les entreprises locales de l'énergie (P. Gabillet) ; les contextes politiques plus stabilisés, les cultures politiques, par là même plus « favorables » à une vision de la transition (J. Gamberini); des capacités d'introduction d'innovations environnementales dans les infrastructures urbaines (P. Laborgne) ; de la culture de l'expertise et du poids des experts (quelle expertise est valorisée?), qui diffèrent selon les pays (S. Aykut). Ces différents aspects attestent bien de la non-singularité de la « transition énergétique » et surtout de l'importance du jeu des acteurs à l'œuvre selon les contextes et échelles de considération.

III. Perspectives et suites de la rencontre

Cette journée franco-allemande a réuni huit doctorants, deux masterants et quatre chercheurs et enseignants-chercheurs issus de différentes disciplines des sciences humaines et sociales. La rencontre a été appréciée par les participants, dans le sens où certains doctorants qui s'étaient rencontrés dans d'autres circonstances, avaient déjà formulé le souhait de constituer un réseau. Le colloque « junior » aura permis de concrétiser une rencontre interdisciplinaire, de nous aider dans nos recherches personnelles, de poser les jalons d'un réseau sur l'énergie en sciences humaines et sociales et de préparer une nouvelle rencontre franco-allemande au printemps 2011.